

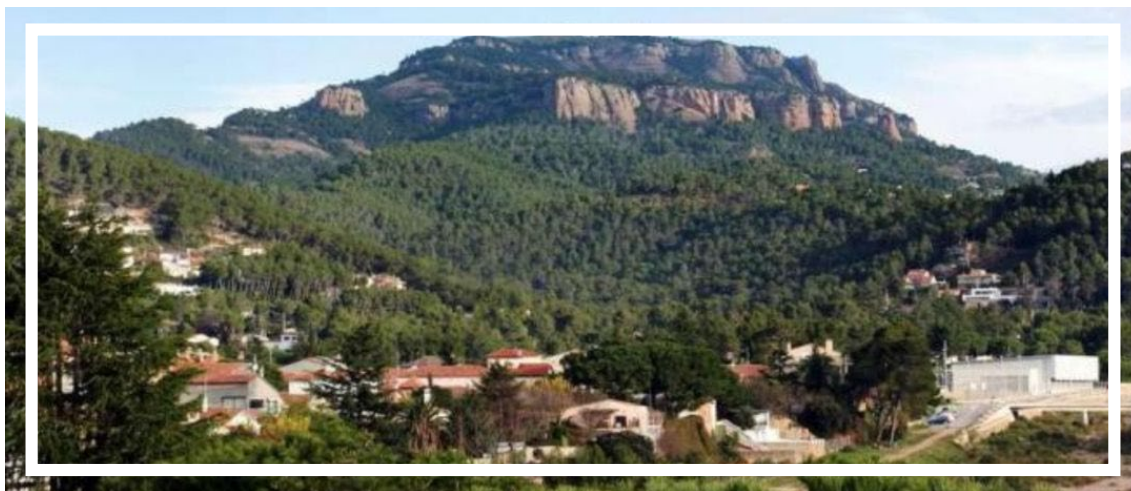


« MÉMOIRE PAYSANNE POUR LA PRÉVENTION DES INCENDIES DE FORÊT »

Matadepera, Espagne

Période de mise en œuvre : 2005 (mis en place) | Étude de cas rédigée en 2010

La politique vise à construire un système socio-écologique capable d'absorber les incendies sans perte majeure en termes de structures et fonctions, à travers la régénération de pratiques autrefois mises en œuvre par les paysans locaux de la municipalité de Matadepera. Le premier objectif vise à réduire les réserves de combustible dans les zones stratégiques au moyen de diverses techniques forestières, l'agriculture extensive, et les pâturages afin de réduire l'intensité potentielle des feux tout en améliorant les habitats et espèces présentant un intérêt particulier de conservation. Le deuxième objectif vise à retrouver les souvenirs personnels des groupes sociaux les plus touchés par la périurbanisation des campagnes et d'améliorer leur inclusion sociale, en particulier les paysans vaincus lors de la Guerre civile espagnole, dont les savoirs et pratiques sont indispensables au renforcement de la résistance aux incendies. Le troisième objectif est de mettre un frein définitif à l'empiètement des projets immobiliers sur la forêt et d'enrayer les impacts négatifs de la périurbanisation.



L'**Observatoire villes inclusives** a été lancé en 2008 par la Commission inclusion sociale, démocratie participative et droits humains dans le but de créer un espace d'analyse et de réflexion sur les politiques locales d'inclusion sociale. L'initiative a été développée avec le soutien scientifique du professeur Yves Cabannes (University College London) et du Centre d'études sociales (CES) de l'université de Coimbra. À l'heure actuelle, l'Observatoire contient plus de soixante études de cas développées principalement entre 2008 et 2010. Bien que nombre de ces études fassent référence à des politiques déjà finalisées, elles ont encore beaucoup à offrir : de la capitalisation des connaissances acquises par d'autres gouvernements locaux à la découverte de moyens alternatifs pour relever les défis locaux sur l'inclusion sociale.

Contexte

Contexte local

La municipalité de Matadepera couvre 25,4km² de collines sur l'une des chaînes de montagne catalane pré littorales et compte environ 9 000 habitants. Elle se situe à la périphérie de la Région métropolitaine de Barcelone, à moins de 10km des centres métropolitains de Terrassa et Sabadell (environ 200 000 habitants chacun) et bien connectée par voie routière aux centres villes. Le climat est tempéré de type méditerranéen, avec de très variables chutes de pluie et des inondations estivales fréquentes. La végétation est dominée par les chênes verts avec quelques pins sur les zones les plus basses. Le peuplement de Matadepera est historiquement structuré autour de fermes dispersées conjuguant cultures pluviales et exploitation des ressources forestières. Depuis la fin du XVIII^{ème} siècle, la ville s'est développée de manière compacte avec l'arrivée de paysans sans terres lors d'une période de croissance démographique globale. A la fin du XIX^{ème} siècle, la ville s'est imposée comme résidence d'été de la bourgeoisie venue des villes industrielles voisines, et la construction de plusieurs résidences secondaires a rapidement conduit à l'expansion de logements de faible densité dans les champs, vignobles et forêts durant la seconde moitié du XX^{ème} siècle, avant d'être freinée par le classement en zone protégée en 1982. Environ 61% de la municipalité fait aujourd'hui partie du Parc naturel de Sant Llorenç del Munt, alors que le reste des terres est presque entièrement couvert par une vaste zone périurbaine, considérée comme zone à haut risque d'incendie par le gouvernement catalan, et qui nécessite des mesures spéciales de prévention.

Contexte gouvernemental et décentralisation

L'Etat espagnol a créé, lors de la transition démocratique à la chute de la dictature de Franco (Constitution approuvée en 1978), un processus de décentralisation gouvernementale par le biais du transfert de compétences clés telles que l'éducation et la santé, aux gouvernements régionaux. Parmi les responsabilités assumées par le gouvernement catalan réinstauré, on trouve la prévention et l'extinction des incendies de forêt et la gestion des espaces naturels protégés, qui sont sous la responsabilité des ministères catalans de l'environnement et de l'intérieur. A travers ces entités, le gouvernement catalan œuvre de concert avec les gouvernements locaux comme les municipalités, qui ont l'obligation de développer des organismes de défense civile comprenant la planification de la prévention et de l'extinction des incendies. C'est le cas du conseil municipal de Matadepera qui met en œuvre la politique présentée ici en collaboration avec des ONG locales (Conseil environnemental local et Groupe de défense de la forêt) et d'autres acteurs.

Niveau institutionnel de développement de la politique

Cette politique est principalement développée au niveau municipal, bien qu'il y ait d'importants contacts à de multiples niveaux institutionnels et échelles territoriales, allant du niveau infra-municipal (par exemple, les fermes), au niveau régional (par exemple, Parc national de Sant Llorenç del Munt) jusqu'au niveau international (par exemple, connaissances scientifiques provenant de la mise en œuvre de la politique testées dans le cadre d'évaluations publiées au sein de revues internationales)

Contexte social

La petite ville de Matadepera, traditionnellement peuplée en majorité de paysans sans terres dont la subsistance dépendait largement des vignobles et forêts, s'est radicalement transformée

en banlieue élitiste qui s'étend sur les collines boisées de Sant Llorenç del Munt. Matadepera a désormais le revenu par habitant le plus élevé de toutes les municipalités catalanes de plus de 5000 habitants, 70% supérieur à la moyenne catalane. De 1956 à 2008, la zone urbaine est passée de 38 à 358 hectares, alors que les terres cultivées sont passées de 228 à 42 hectares. Une telle transformation socio-écologique est le résultat de l'acquisition des terres par les élites, qui ont pu imposer leur propre projet de modernisation grâce à la répression des objectifs républicains de réforme agraire suite à la victoire fasciste, à l'issue de la Guerre civile espagnole (Otero et al. A paraître).

Bien que les ruraux anciennement installés reconnaissent que « l'économie des vacances » en expansion a eu des effets positifs sur leurs conditions de vie grâce à la demande croissante de services, maçons, charpentiers, peintres, jardiniers et employés de maison, ils perçoivent également quelques impacts négatifs importants causés par les processus d'urbanisation et de *gentrification*. La perte des terres qu'ils cultivaient par les métayers, l'érosion de la vie sociale de la ville, la dégradation du paysage culturel, et l'augmentation des risques d'incendies sont quelques uns des impacts négatifs les plus importants (Estany et al. 2010).

Description complète – Présentation de la politique

Les pratiques ancestrales de subsistance des paysans locaux, provenant des forêts, des champs et de l'élevage, résultats d'un processus de long terme de rapports humains à l'environnement, peuvent être particulièrement utiles pour construire un système socio-écologique plus résistant aux incendies dans le contexte actuel, radicalement différent. Ainsi, l'idée inhérente à cette politique est de ne pas chercher à exclure les incendies de l'écosystème local, mais plutôt de construire un système socio-écologique capable d'absorber les incendies et de conserver les structures, processus et préoccupations essentiels. La politique décrite ici est apparue et a évolué de manière structurelle en tant que combinaison entre planification, accident et urgence. Cela ne signifie pas que les objectifs, les agents impliqués, les résultats et les bénéficiaires ne soient pas clairement identifiés, mais cela permet de souligner que le processus est auto-organisateur, comprend différents secteurs de la communauté locale et dépasse la démarche de mise en œuvre imposée d'une politique particulière. Elle est plutôt conçue comme un processus politique complexe de recherche-action mis en place à de multiples échelons au sein d'un réseau social de plus en plus résistant aux perturbations écologiques.

Antécédents / origines

Au mois d'août 2003, un incendie majeur a provoqué la mort de 5 personnes et dévasté des milliers d'hectares de forêts sur la montagne de Sant Llorenç del Munt. Même si les flammes n'ont pas atteint Matadepera, du fait de la proximité de l'événement, de nombreux volontaires et pompiers de la ville ont pris part à l'extinction du feu. Après l'été 2003, le gigantesque incendie de la montagne de Sant Llorenç del Munt était sur toutes les lèvres, et l'événement a conduit plusieurs citoyens/ennes à réactiver et mener le conseil environnemental local de Matadepera (*Consell Local de Medi Ambient*), une ONG fondée dix ans auparavant et qui n'était plus en activité. L'organisation renaissante a organisé plusieurs tables-rondes et conférences avec des experts locaux et externes pour débattre de la façon de faire face aux risques d'incendies dans la région. Les conclusions ont mis l'accent sur le fait que les grands incendies de forêt, qui surpassent les capacités d'extinction disponibles, sont le résultat de la croissance incontrôlée des forêts depuis l'abandon du taillage pour le bois de chauffage et le charbon du fait de l'urbanisation de la ville et de la substitution des combustibles fossiles aux combustibles forestiers. Elles ont aussi souligné que l'expansion des zones de logements à faible densité éparpillés dans les forêts était un grand facteur de risque pour les personnes et leurs maisons.

Les volontaires du groupe local pour la défense des forêts (*Agrupació de Defensa Forestal, ADF*) et les pompiers ont insisté sur la nécessité de gérer les forêts accumulatrices de combustibles afin de réduire l'intensité des incendies – inévitables dans les forêts et garrigues méditerranéennes – et la vulnérabilité de la communauté locale.

Objectifs de la politique

La politique a divers objectifs. Le premier vise à diminuer la quantité de combustibles dans les zones stratégiques par le biais d'une combinaison de techniques forestières, d'agriculture extensive, et de pâturages afin de réduire les risques d'incendie de grande intensité tout en améliorant les habitats et espèces présentant un intérêt particulier de conservation. L'objectif n'est pas d'exclure les incendies mais plutôt de préparer le système socio-écologique à la gestion des feux sans pertes majeures en termes de structure et de fonctions. Le deuxième objectif vise à retrouver les souvenirs personnels des groupes sociaux les plus touchés par l'urbanisation de la campagne et d'améliorer leur inclusion sociale, en particulier les paysans vaincus dans la Guerre civile espagnole (1936-1939) dont les connaissances et les pratiques sont indispensables pour permettre la résistance aux incendies. Le troisième objectif est de mettre un frein définitif à l'empiètement des développements sur les forêts et d'inverser les impacts négatifs de l'urbanisation, comprenant non seulement les incendies mais aussi la dégradation du paysage culturel et la consommation croissante d'eau. Le quatrième objectif vise à produire des formes de savoirs locaux issus des problèmes de la vie quotidienne tout en mettant en oeuvre la politique, dans le but de faciliter l'apprentissage social pour permettre une transformation écologique sur des bases socialement inclusives.

Chronologie de la mise en œuvre de la politique

Dans le cadre du débat sur les incendies ayant commencé après l'été 2003, le Conseil municipal de Matedepera a chargé l'un des pompiers locaux et volontaire de l'ADF, qui avait travaillé comme ingénieur des forêts et des feux pour le ministère catalan de l'environnement, de rédiger un plan de prévention. Il a servi d'intermédiaire entre le savoir local sur les forêts et les feux et l'expertise de l'unité spéciale des grands incendies de la brigade catalane des feux (GRAF). Un plan de gestion a été préparé sur la base d'un travail conjoint combinant surveillance des feux et planification des forêts, dans le but de préparer un système socio-écologique capable d'absorber les incendies sans perte majeure en termes de structure et de fonctions (ADF 2005). Le plan, incluant l'éclaircissage mécanique, le tronçonnage et l'élagage d'une centaine d'hectares de zone stratégique en termes de propagation des feux, a été approuvé par le Conseil municipal de Matapera en 2005, et mis en oeuvre dans les deux ans avec l'accord des propriétaires de forêts et du Parc naturel, qui ont vu là respectivement, une opportunité d'améliorer la valeur de leurs biens et de renforcer les milieux naturels revêtant un intérêt particulier de conservation.

Afin de contrôler la pousse et de maintenir les réserves de combustibles à un faible niveau dans les peuplements éclaircis, l'ADF promeut le retour aux pâturages extensifs de moutons et de chèvres, l'une des activités économiques les plus importantes de la région au cours du millénaire écoulé. Le Conseil municipal a adopté la proposition et signé un accord avec les principaux propriétaires de forêts afin d'utiliser une ancienne ferme située sur leurs terres, restaurée à l'aide de fonds municipaux. Le Conseil municipal a délégué à l'ADF la tâche de recruter un berger et de gérer les pâturages dans les bois, les champs et les chaumes, et a fourni à l'ADF le financement nécessaire ainsi que le soutien administratif pour aider le berger Paco du canton de Bages à faire paître son troupeau de chèvres dans les bois de Matedepera. En collaboration avec des écologistes de l'Université autonome de Barcelone et le Conseil d'environnement local,

un petit plan de surveillance a été mis en œuvre, permettant de mesurer l'impact du pâturage sur les plantes et ses effets sur la structure de la végétation (Màdico 2009). En Avril 2010, un nouveau berger plus jeune a remplacé Paco, et élève un troupeau de 200 têtes de bétail. Outre la supervision de la gestion des pâturages, le Conseil municipal et l'ADF cherchent à créer des liens entre le berger et les réseaux de production et de consommation de nourriture locale et biologique afin de développer les ventes directes et d'éviter les intermédiaires.

Les terres agricoles jouent un rôle important de coupe-feu et offrent des espaces d'extinction en cas d'urgence. C'est pourquoi, certains vestiges de champs sauvés de l'urbanisation dans la municipalité, appartenant au conseil municipal et à certains propriétaires, sont aujourd'hui labourés et ensemencés pour produire du fourrage et des céréales pour le bétail, sous la supervision de l'ADF en collaboration avec des fermiers de la région. D'autres champs municipaux sont exploités par une famille de cultivateurs afin de cultiver des légumes biologiques, parfois vendus localement. Outre le renforcement de la résistance aux incendies, l'agriculture extensive a contribué à la conservation de l'habitat et des espèces qui ont permis aux montagnes de Sant Llorenç del Munt d'être désignées site Natura 2000, parmi ces espèces on compte l'aigle Bonelli ou encore d'autres espèces et groupes taxonomiques moins médiatiques mais tout aussi importants, tels que les petits mammifères, les papillons et les oiseaux.

Cette manière particulière de gérer le paysage pour la prévention des incendies s'est principalement basée et enrichie des pratiques ancestrales pratiquées par les paysans locaux avant qu'ils n'abandonnent leurs terres ou qu'ils n'en soient dépossédés par les promoteurs immobiliers. Ce patrimoine – ou héritage – est lié au contexte historique et local d'interactions socio-écologiques – des êtres humains entre eux et avec leur environnement – et de pratiques produisant des systèmes socio-écologiques divers, autonomes et résistants, offrant des perspectives d'avenir prometteuses. Au cours de l'histoire, de telles pratiques ont façonné les caractéristiques, la spécificité et la diversité écologique des paysages, mais elles ne sont plus viables. C'est pourquoi, les nouvelles stratégies de gestion ne doivent pas s'arc-bouter sur la conservation des usages traditionnels des sols, mais doivent plutôt orienter les nouveaux systèmes socio-écologiques vers les domaines de stabilité souhaités, issus de cet héritage. Cette orientation doit se fonder sur un processus de cogestion adaptative au sein duquel les dispositifs institutionnels et les savoirs écologiques sont testés et revus au cours d'un processus dynamique, continu et auto-organisé d'apprentissage par la pratique en vue de la résolution des problèmes.

Au cours des premières années de mise en œuvre du processus (voir contexte/origines), le Conseil de l'environnement local s'est entretenu avec les aînés de la région ayant autrefois vécu des cultures, de l'élevage, des forêts et des réserves en eaux locales, et a publié un résumé de ses entretiens dans son journal *Sotabosc* (signifiant littéralement *sous-bois*). Après de très nombreuses discussions informelles, excursions, repas et échanges de savoirs avec les anciens de la localité, un ensemble d'entretiens formel a été élaboré en collaboration avec les archives de la ville de Matadepera dans le cadre du projet *Memòries d'una feixa* qui avait pour objectif de reconstituer le patrimoine historique de la ville. Les entretiens ont été menés avec 17 personnes, nées entre 1913 et 1958, de sensibilités politiques de gauche comme de droite, ayant vécu des événements spécifiques liés aux périodes d'avant-guerre, de Guerre civile et franquiste, et comprenant des paysans sans terre et des travailleurs forestiers journaliers. Une collection en accès libre proposant les enregistrements et les transcriptions des entretiens a été créée et est accessible sur le nouveau site web des Archives (www.matadepera.cat/arxiu).

Les descriptions proposées dans ce travail, disséminées par le biais de conférences et publications locales et régionales, démontrent que la municipalité subit aujourd'hui les conséquences sociales et écologiques d'un schéma de développement erroné. Au nord-est de la

ville, 239 hectares de collines boisées (environ 10% de la municipalité) ont échappé à l'urbanisation mais étaient sous la menace des intérêts immobiliers. Le conseil de l'environnement local a lancé une campagne afin d'impliquer les citoyens dans la protection de la zone, à laquelle les anciens ont participé. Avec plus de 1300 signatures et 18 organismes locaux et régionaux soutenant la cause, le conseil de l'environnement local a demandé au Conseil municipal de prendre des mesures pour protéger la zone des projets immobiliers, et le Conseil a approuvé la proposition à l'unanimité le 14 mai 2007. La zone est aujourd'hui protégée et gérée de façon à renforcer son patrimoine, et pourrait être incluse au sein du Parc naturel de Sant Llorenç del Munt. Cette gestion a, par exemple, permis la rénovation d'un ancien puits par le Conseil municipal (dont l'eau a permis d'apporter des réserves supplémentaires lors de la sécheresse du printemps 2008), la conservation de sentiers et la restauration d'éléments particuliers du paysage culturel.

Les pratiques de gestion, l'action directe, et la recherche scientifique se conjuguent à l'éducation environnementale au sein du Conseil local de l'environnement, qui comprend un jardin botanique créé en 2005 et un programme de conférences, de cours et de visites guidées, réalisé en collaboration avec plusieurs organisations et écoles primaires locales. La dissémination de la stratégie de gestion par le biais de conférences, du journal *Sotabosc* et d'échanges réguliers avec les médias locaux, régionaux et nationaux, permet de dépasser la vision urbaine d'une nature sauvage pour réconcilier divers points de vue de façon harmonieuse. Dans le cadre d'un processus de recherche-action auto-organisé issu des problèmes de la vie quotidienne, les scientifiques qui travaillent avec la communauté locale produisent un savoir qui oriente la transformation socio-écologique dans la direction souhaitée. Outre le fait de nourrir le contexte duquel il a émergé, le savoir est partagé au-delà de ce contexte. Des efforts sont faits pour publier les résultats de la recherche-action dans les revues locales et régionales, dans les actes des réunions périodiques du Parc naturel, et dans les revues internationales.

Agents concernés, bénéficiaires et processus participatifs

Agents impliqués

La politique est mise en œuvre par les services de l'environnement et de la culture de la Ville, en étroite collaboration avec le Conseil local de l'environnement (*Consell Local de Medi Ambient*) et le Groupe de défense des forêts (*Agrupació de Defensa Forestal*). D'autres acteurs importants sont les agriculteurs et bergers locaux, les propriétaires de terrain forestiers, le Parc naturel de Sant Llorenç del Munt, l'Institut des sciences et technologies de l'environnement de l'Université autonome de Barcelone, l'Unité spéciale des grands incendies de la brigade catalane des feux (GRAF), les écoles primaires locales et le Département de l'environnement du gouvernement catalan.

Bénéficiaires

D'une manière générale, la population de Matadepera, notamment les personnes vivant dans les zones à haut risque d'incendie, ainsi que les dizaines de milliers de visiteurs du Parc naturel, venus de l'ensemble de la région métropolitaine qui bénéficieront d'un paysage comprenant moins de combustible et donc moins de risques d'incendie. Les groupes sociaux ayant le plus souffert des changements socio-écologiques apparus à Matadepera pendant le régime franquiste, sont des bénéficiaires essentiels de cette politique. Les enfants des écoles primaires bénéficient des activités éducatives environnementales, et les lycéens ont maintenant la possibilité de mieux connaître leur région grâce aux entretiens, documents et autres travaux rendus disponibles dans le cadre du processus. La biodiversité dans les champs, garrigues, et forêts

éclaircies se développera probablement au fur et à mesure de la restauration et de la conservation des habitats.

Processus participatifs mis en œuvre

Il s'agit d'un processus de recherche-action auto-organisé impliquant divers secteurs de la communauté locale et qui visait à dépasser la mise en œuvre d'un simple processus participatif. Les objectifs de la politique (voir sections précédentes) sont mis en œuvre par le biais d'un processus complexe qui se développe à différents niveaux de l'organisation sociale et institutionnelle, au sein d'un réseau social de plus en plus résistant aux perturbations écologiques.

Processus d'institutionnalisation et financement

Processus d'institutionnalisation

De nombreux documents, modèles et accords témoignent de l'institutionnalisation du processus politique décrit précédemment, et constituent la base sur laquelle de nouveaux dispositifs institutionnels peuvent émerger. L'un des plus importants est l'approbation par le Conseil municipal de Matadepera du modèle de gestion des forêts préparé par le Groupe de défense des forêts (2005). Les autres étapes importantes du processus d'institutionnalisation, sont les accords formels sur l'intendance des terres entre le Conseil municipal, le Groupe de défense des forêts, les bergers et les propriétaires de terrains forestiers. En ce qui concerne la lutte contre l'empiètement des habitations sur les forêts, il est important de mentionner le modèle de planification urbaine de la municipalité récemment adopté, qui protège les forêts restantes de l'urbanisation.

Financement

Le Conseil municipal de Matadepera finance l'entretien des terres à hauteur de 20 000 euros annuels, incluant le travail du berger, le labourage, l'ensemencement et la récolte des céréales dans les champs. Le Ministère de l'environnement catalan a investi près de 100 000 euros pour mettre en place le modèle de gestion des forêts préparé par le Groupe de défense des forêts, incluant le taillage, l'élagage et le tronçonnage de la végétation (2005-2006). Le Ministère de l'innovation, les universités et entreprises du gouvernement catalan ont attribué une bourse doctorale de 13000 euros annuel (pour une durée de quatre ans) à Iago Otero dans le cadre de ses études doctorales.

Principaux résultats et réalisation

Principaux résultats et obstacles

Principaux résultats et réalisations

Les principaux résultats peuvent être résumés comme suit : (i) Création d'une base de donnée, en accès libre, de sources orales locales incluant les paysans et les travailleurs forestiers journaliers ; (ii) Approbation et mise en œuvre d'un plan de gestion des forêts incluant l'éclaircissage mécanique, le tronçonnage et l'élagage d'une centaine d'hectares de zone stratégique en termes de propagation des feux; (iii) Régénération des zones de pâturage extensif des chèvres et des moutons pour contrôler la pousse et maintenir un faible niveau de combustible dans les peuplements éclaircis ; (iv) Mise en place d'un plan de surveillance afin de mesurer l'impact des pâturages sur la composition et la structure de la végétation; (v) Engagement citoyen réussi pour arrêter l'urbanisation d'un espace couvrant 10% de la

municipalité; (vi) Restauration archéologique de plusieurs anciens fours à chaux appartenant au patrimoine ou héritage socio-écologique de la ville; (vii) Création d'un jardin botanique, d'une revue locale, d'un programme d'éducation environnementale, et dissémination au sein des médias; (viii) Formation de scientifiques environnementaux locaux à la recherche-action pour la transformation socio-écologique au niveau de la licence, du master et du doctorat; et (ix) Publication des résultats au sein de revues scientifiques locales, nationales, et internationales.

Principaux obstacles

La stratégie de transformation socio-écologique est difficile à mettre en œuvre dans une banlieue métropolitaine aisée où la plupart des habitants ont une vision urbaine de la nature sauvage et ne connaissent pas l'environnement naturel et les luttes sociales dissimulées dans le paysage actuel. En outre, contrairement à la « science normale », destinée au public en général, ce type d'action politique, impliquant la création de savoir (recherche-action), est généralement conduite pour la communauté locale. Mais la communauté est une notion notoirement problématique et la question « pour qui travaillons-nous » est pertinente et mérite réflexion (Otero et al. A paraître). D'une certaine façon, de nombreuses personnes travaillent volontairement pour protéger des habitations aisées et leur magnifique point de vue, des incendies. D'autres obstacles incluent l'inertie sociale et institutionnelle de la planification urbaine et des paysages, ainsi que les effets de la périurbanisation de faible densité.

Transposition ou adaptation de la pratique ailleurs

La politique telle qu'elle est développée à Matadepera ne peut pas simplement être reproduite ailleurs, car elle est le fruit d'un contexte socio-écologique local spécifique qui répond de manière particulière à une crise ou perturbation concrète (le grand incendie de Sant Llorenç). Néanmoins, certains principes et recommandations peuvent orienter des politiques similaires au sein de zones montagneuses méditerranéennes dotées d'un patrimoine environnemental comparable. Le premier principe est l'impératif d'avoir une compréhension globale du système socio-écologique, incluant le régime de perturbations et la façon dont la population a interagi avec l'environnement biophysique local au cours de l'histoire. On s'écarte ainsi du paradigme classique fondé sur le contrôle total de la nature pour promouvoir une gestion qui prend en compte les perturbations et les surprises qui surgissent au sein des dynamiques des systèmes socio-écologiques. Le deuxième principe, est la nécessité de dépasser les divisions entre approches « du haut vers le bas » ou « du bas vers le haut » pour la mise en œuvre des politiques, et d'oublier les expressions en vogue telles que « processus participatifs ». Il est préférable de comprendre qu'il existe des réseaux sociaux auto-organisés à de multiples échelons territoriaux et niveaux institutionnels au sein d'un processus politique où diverses options d'avenir sont négociées. Finalement, des distinctions binaires telles que celles entre savoir formel et informel, scientifiques et gens du commun, ou savoir et action doivent être transcendées par un nouveau type d'individus et de groupes pour la production de contre-ensembles qui redéfinissent les relations matérielles et discursives et défient les relations dominantes (Otero et al. A paraître).

En savoir plus

Le cas a été rédigé en 2010/11 par le Dr. Iago Otero (Conseil local de l'environnement, Groupe de défense des forêts; et Institut des sciences et technologies de l'environnement de l'Université autonome de Barcelone, Espagne) sous la supervision de la Dr. Stefania Barca du Centre des études sociales de Coimbra (Portugal).

Commission d'Inclusion sociale, de Démocratie participative et des Droits de l'homme de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

Page web: <https://www.uclg-cisdp.org/>

Coordonnées: cisd1@uclg.org | +34 933 42 87 70

Références bibliographiques

ADF (Agrupació de Defensa Forestal), 2005, *Projecte d'actuacions per a la prevenció de grans incendis forestals al municipi de Matadepera*. Town Council of Matadepera, unpublished scheme.

Estany, G., Badia, A., Otero, I. et al., 2010, Socio-ecological transformation from rural to residential landscapes in Barcelona Metropolitan Region. Local case study in Matadepera. *Global Environment. A Journal of History and Natural and Social Sciences*, 5: 8-38.

Màdico, P., 2009, *Ramaderia extensiva com a eina de prevenció d'incendis i gestió del paisatge a Matadepera (Vallès Occidental)*. Bachelor's Degree thesis, Universitat Autònoma de Barcelona.

Otero, I., Kallis, G., Boada, M., (in preparation), The Common ground is in the ground. Interdisciplinarity through activist research and its challenges.

Otero, I., Kallis, G., Aguilar, R., et al., (forthcoming), Water scarcity, social power and the production of an elite suburb. The political ecology of water in Matadepera, Catalonia. *Ecological Economics*.